

**PASICRISIE LUXEMBOURGEOISE**  
**N° 2/2020**

**TABLE DES MATIERES**

**JURISPRUDENCE**

**Autorité parentale**

- 1° Exercice – Résidence alternée – Critères – Continuité du mode de vie de l'enfant – Entente entre parents quant aux rythmes de vie, conceptions et méthodes éducationnelles – Âge de l'enfant – Régime de la fratrie – C. civ., art. 378-1. 589
- 2° Exercice – Résidence alternée – Intérêt de l'enfant – Enfant jeune – Lien sélectif et particulier avec la mère – Droit de visite et d'hébergement - Intérêt des père et mère – Indifférence – Préférence exprimée par un enfant en bas âge – Indifférence – C. civ., art. 378-1. 613
- 3° Demande principale en fixation des conditions et modalités d'exercice – Compétence – Juge aux affaires familiales – Demande en divorce pendante – Demande accessoire identique – Recevabilité de la demande principale (non) – C. civ., art. 244. 626

**Biens**

- Meubles – Droit de propriété – Preuve – Possession – Caractères – Présomption réfragable – Communauté de vie insuffisante pour rendre la possession équivoque – Titre de propriété ne primant pas la possession non viciée – C. civ., art 2279. 632

**Communes**

- Taxes communales – Taxe d'évacuation des eaux pluviales – Nature juridique – Taxe rémunératoire – Compétence des juridictions de l'ordre judiciaire – Loi du 7 novembre 1996, art. 8 (1). 554

**Divorce**

- Liquidation et partage – Achat rétroactif des droits de pension – Conditions – Exercice d'une activité professionnelle – Apprentissage pratique ou formation professionnelle indemnisés – Abandon de l'activité – Abandon volontaire ou involontaire – Indifférence – Recherche d'équilibre entre époux – Abandon pour des raisons familiales – Mariage – Raison familiale (oui) – C. civ., art. 252. 647

**Droit international privé**

- Conflits de juridictions – Matière délictuelle ou quasi-délictuelle – Lieu où le fait dommageable s'est produit – Notion – Préjudice patrimonial – Victime par ricochet – Règlement (UE) 1215/2012 du 12 décembre 2012, art. 7. 606

## **Droit pénal**

- 1° Blanchiment – Éléments constitutifs – Infraction primaire – Détermination – Portée – Absence d'exigence d'une détermination précise de l'infraction primaire – Exigence de l'exclusion de toute provenance légale des biens – Preuve – Preuve susceptible d'être déduite des données de fait – C. pén., art. 506-1. 556
- 2° Blanchiment – Éléments constitutifs – Élément moral – Conscience de l'origine frauduleuse des biens – Absence d'exigence d'une connaissance de la nature précise de l'infraction primaire – Moment d'appréciation – Moment de la prise de possession des biens – Preuve – Circonstances devant nécessairement éveiller la méfiance de l'auteur au sujet de l'origine frauduleuse des biens – C. pén., art. 506-1. 556
- 3° Droit pénal spécial – Faux en écritures – Faux intellectuel – Faux par omission – Application – Demande en obtention de l'allocation de chômage – Défaut d'indication d'éléments essentiels – C. pén., art. 196. 562
- 4° Causes de justification – Erreur de droit – Condition – Erreur invincible – C. pénal, art. 71-2. 594
- 5° Causes de justification – Erreur invincible – Définition – Applications – Prévenu mal conseillé (non) – Prévenu de bonne foi (non) – C. pén., art. 71-2. 594
- 6° Droit pénal général – Circonstances atténuantes – Réduction des peines – Limites – C. pén., art. 74 et 75. 653

## **Expert-comptable**

Obligations – Tenue de la comptabilité – Obligation de moyens – Obligation de coopération du client – Devoir de conseil – Etendue – Disciplines voisines – Droit – Fiscalité – C. civ., art. 1142 et 1147. 574

## **Indivision**

- 1° Indemnité d'occupation – Jouissance exclusive ou privative du bien indivis – Notion – Preuve – C. civ., art. 815-9. 570
- 2° Jouissance exclusive – Notion – Indemnité d'occupation – Calcul – Valeur du bien – Valeur locative – Possibilité de modération – C. civ., art. 815-9. 618

## **Mariage**

Droits et devoirs des conjoints – Manquement – Compétence – Procédure – Référé – Appel – Délai – Forme – Assignation à jour fixe – Requête d'appel (non) – C. civ., art. 213 ; NCPC, art. 1007-1 et 1015. 643

## **Partage**

- 1° Lésion – Rescision – Champ d'application – Divorce par consentement mutuel – Liquidation de la communauté – Transaction – Admissibilité de la rescision – Conditions – C. civ., art. 887, 888. 618
- 2° Lésion – Sanction de la rescision – Règle d'ordre public – Confirmation du caractère lésionnaire dans l'acte de partage inopérante – Ratification par acte de confirmation – Conditions – Confirmation tacite – C. civ., art. 887 et 888. 618

## **Procédure administrative non contentieuse**

Applicabilité – Décisions administratives individuelles – Exception – Garanties équivalentes – Existence de recours juridictionnels – Garanties équivalentes (non) – Loi du 1er décembre 1978, art. 1er et 4 ; Règl. g.-d. du 8 juin 1979. 551

## Procédure civile

- 1° Acquiescement – Acte de volonté – Preuve – Exécution d'un jugement sans réserve – Jugement exécutoire par provision – Impossibilité d'acquiescer – NCPC, art. 571. 589
- 2° Pièces justificatives – Communication – Date de communication – Veille de l'audience – Rejet (non) – Document rédigé par une partie – Indifférence – Pertinence à apprécier par la juridiction – NCPC, art. 64. 613
- 3° Divorce pour rupture irrémédiable des relations conjugales – Jugement portant sur les mesures accessoires – Appel – Délai – Point de départ – Signification du jugement contradictoire – Jour où l'opposition n'est plus recevable contre le jugement par défaut – NCPC, art. 1007-42. 629
- 4° Décisions en matière d'administration légale des biens des mineurs ou relatives à la tutelle des mineurs – Appel – Forme – NCPC, art. 1050 et 1056. 645
- 5° Appel – Critique des seuls motifs d'une décision – Irrecevabilité – Possibilité de la partie ayant obtenu gain de cause de reproduire en appel les moyens qui n'ont pas été retenus en première instance – NCPC, art. 571. 647

## Procédure pénale

- Instruction préparatoire – Ordonnance de saisie du juge d'instruction – Demande de mainlevée de saisie – Décision de refus du juge d'instruction – Caractère non juridictionnel – Appel irrecevable – C. pr. pén., art. 67 et 68. 624

## Référé

- 1° Référé sauvegarde – Trouble manifestement illicite – Existence de contestations sérieuses – Compétence du juge – Vérification de l'existence des droits revendiqués (non) – Intervention si l'exercice du droit de propriété est manifestement gêné ou empêché – Analyse des moyens de défense invoqués – NCPC, art. 933 al. 1er. 632
- 2° Référé sauvegarde – Dualité de cas d'ouverture – Trouble manifestement illicite et prévention d'un dommage imminent – Trouble manifestement illicite – Notion – Pouvoirs du juge – Cessation du trouble – Possibilité de prononcer des condamnations à des astreintes – NCPC, art. 933 al. 1er. 632
- 3° Preuve – Moyens – Preuve testimoniale – Attestations testimoniales – Admissibilité (non) – NCPC, art. 933 al. 1er. 632

## Responsabilité civile

- 1° Tiers à un contrat – Manquement contractuel – Responsabilité délictuelle – Conditions – C. civ., art. 1382. 574
- 2° Responsabilité de l'Etat – Principe de confiance légitime – Notion – Violation – Faute – Application – Annulation imprévisible d'un marché public – Loi du 1er septembre 1988, art. 1er – C. civ., art. 1382 et 1383. 598
- 3° Responsabilité de l'Etat – Faute – Action dans un objectif d'intérêt général – Absence de faute (non) – Loi du 1er septembre 1988, art. 1er – C. civ., art. 1382 et 1383. 598
- 4° Dommage – Perte d'une chance – Notion – Caractère réparable – Etendue – C. civ., art. 1382 et 1383. 598
- 5° Dommage – Perte d'une chance – Notion – Disparition d'un événement favorable – Création d'un risque (non) – Disparition de l'aléa – Dommage concret – C. civ., art. 1382. 606

## **Saisie-arrêt**

Compte de règlement tenu par un opérateur de système de paiement ou de règlement des opérations sur titres – Insaisissabilité – Compte titres ou d'autres instruments financiers en système – Insaisissabilité générale et absolue – Violation – Sanction – Illégalité de la saisie-arrêt – Loi du 10 novembre 2009, art. 107 et 111 ; Loi du 1er août 2001, art. 20 ; NCP, art. 933, al. 1er.

583

## **Sociétés commerciales**

1° Gérant de fait – Notion – Loi du 10 août 1915, art. 710-15.

562

2° Dissolution – Subsistance pour les besoins de la liquidation – Représentation – Liquidateur – Actions dirigées contre le liquidateur – Prescription quinquennale à partir de la publication de la clôture de la liquidation – Représentation de la société liquidée par le liquidateur – Créance en dommages intérêts dont le fait générateur est antérieur à la clôture de la liquidation – Loi du 10 août 1915, art. 141 et 157.

574

3° Domiciliation – Obligations légales du domiciliataire – Contrôle systématique des comptes et de la légalité des actions de la société domiciliée (non) – Dénonciation du contrat de domiciliation – Faculté – Loi du 31 mai 1999.

574

## **Travail**

Escroquerie à indemnités de chômage – Exercice d'une activité lucrative – Conditions – C. trav., art. L. 527-4.

562